



REPRÉSENTATION PERMANENTE  
DU  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
AUPRÈS  
DE L'UNION EUROPÉENNE

*Spie 7<sup>m</sup> - v. Paltner*  
*OK*

18644

4.4.31 – E04.04.310-is

Bruxelles, le 10 juin 2009

**Concerne :** Rapport sur la mise en œuvre de la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2005 concernant les services d'intérêt économique général  
*(Paquet Altmärck)*

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le rapport sur la mise en œuvre de la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2005 concernant les services d'intérêt économique général.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma haute considération.

Christian BRAUN  
Ambassadeur Représentant Permanent

Monsieur Philip LOWE  
Directeur Général de la  
DG Concurrence  
Commission européenne





***Rapport sur la mise en œuvre de la décision de la  
Commission européenne du 28 novembre 2005 concernant  
les services d'intérêt économique général***

(3 juin 2009)

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>I. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.....</b>	<b>4</b>
<b>II Ministère des Transports.....</b>	<b>7</b>
<b>III. Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement.....</b>	<b>9</b>
<b>IV. Ministère de la Santé .....</b>	<b>16</b>
<b>V. Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Egalité des chances.....</b>	<b>20</b>

# INTRODUCTION

Le 28 novembre 2005, la Commission européenne a adopté une décision sur les services d'intérêt économique général (SIEG) dans le cadre du « paquet Altmark » (décision concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2 du traité instituant la Communauté européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général, ci-après la « Décision »).

En vertu de l'article 8 de la Décision, les Etats membres présentent tous les trois ans à la Commission européenne un rapport périodique sur la mise en œuvre de la Décision, comprenant une description détaillée des conditions d'application de celle-ci dans tous les secteurs, dont ceux du logement social et des hôpitaux.

Le Grand-Duché de Luxembourg est concerné dans cinq domaines par la Décision :

1. la compensation octroyée à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution postale de la presse quotidienne (Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur) ;
2. la compensation des frais du plan média et de communication de la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. (Ministère des Transports) ;
3. les participations financières octroyées au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Ministère du Logement) ;
4. les participations financières octroyées aux organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Egalité des chances) ; et
5. les compensations octroyées aux hôpitaux (Ministère de la Santé).

Le rapport qui suit, qui constitue le premier rapport à présenter en vertu de la Décision, a été élaboré conformément aux lignes directrices de la Commission européenne du 9 juillet 2008.

# **I. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur**

## **1. Mise en œuvre de la Décision**

### **1.1 Mandat**

Par sa décision du 6 avril 2007, le Gouvernement a érigé le transport et la distribution postale de la presse quotidienne en service d'intérêt économique général suivant les dispositions et orientations de l'Union européenne.

Par la même décision, le Gouvernement a confié l'exécution du transport et de la distribution de la presse quotidienne à l'Entreprise des Postes et Télécommunications (« EPT ») et a décidé de compenser le surcoût résultant de l'exécution de ce service.

L'EPT a été mandatée sur base d'une convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'EPT de l'exécution du SIEG, signée le 25 avril 2007.

#### *a. La nature et la durée des obligations de service public*

Le SIEG vise le transport et la distribution postale de la presse quotidienne. La durée est fixée jusqu'au 31 décembre 2011.

#### *b. L'entreprise et le territoire concerné*

L'EPT est visée et le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

#### *c. La nature des droits exclusifs*

/

#### *d. Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation*

L'Etat prend en charge le surcoût engendré par le SIEG, en accordant, conformément à l'article 167-1 (6) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, une déduction fiscale à l'EPT.

Cette prise en charge est limitée au surcoût et à un montant maximal de 6.150.000 euros par an, adaptée en fonction d'éventuelles hausses légales des salaires. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, la contribution de l'Etat sera dégressive et ne dépassera pas ce qui est nécessaire pour couvrir 2/3 du coût total occasionné par l'exécution du SIEG.

Le montant de la compensation est ajusté vers le bas en fonction de l'amélioration structurelle du réseau de transport et de distribution de la presse quotidienne.

La comptabilité analytique de l'EPT doit indiquer séparément les différents éléments du surcoût.

Les frais généraux ne peuvent pas dépasser 18% des coûts directs et la marge bénéficiaire est plafonnée à 5% de la somme de frais directs et des frais généraux.

L'EPT soumet à l'Etat chaque année pour le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard sa demande de prise en charge du surcoût lié au SIEG pour l'exercice écoulé. L'Etat peut faire vérifier à tout moment et par les moyens appropriés la véracité des informations comptables fournies par l'EPT à l'origine de ses demandes de prise en charge.

Chaque année, l'EPT fait vérifier mensuellement auprès des abonnés de la presse quotidienne et par un organisme de recensement indépendant, la réalisation des obligations de SIEG, notamment la distribution sur l'ensemble du territoire, à tous les abonnés et aux horaires prévus (avant 6.30 h le matin).

L'EPT doit soumettre avec sa demande un rapport détaillé avec notamment une ventilation détaillée des coûts et recettes.

La compensation pourra être revue à la baisse, si les objectifs du SIEG ne sont pas atteints.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008, la convention pourra aussi être résiliée par chacune des parties avec effet au 31 décembre de l'année qui suit la date de la demande de résiliation, et ce sans indemnité.

*e. Les modalités de remboursement d'éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations*

La convention conclue entre l'Etat et l'EPT prévoit l'obligation de tenir une comptabilité séparée pour chiffrer le surcoût et la possibilité pour le Gouvernement de faire vérifier la véracité des informations comptables fournies par l'EPT. La compensation ne sera accordée qu'après vérification détaillée des comptes de l'EPT et sera affectée sur l'exercice fiscal suivant l'année de la demande.

*f. Décrire, pour chacun des éléments susmentionnés, les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus*

L'EPT a dû s'engager à signer des contrats de presse avec tous les éditeurs de presse quotidienne formalisant les relations entre l'EPT et les éditeurs. Ces contrats sont communiqués à l'Etat.

L'EPT a dû s'engager à assurer le transport et la distribution de la presse quotidienne le jour de parution avant 6.30 h du matin sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en respectant le niveau de qualité de service fixé par l'Etat dans la convention, par un niveau reflétant le pourcentage d'opinions favorables, obtenu conformément aux dispositions de la convention.

L'EPT a dû s'engager à veiller à la maîtrise et à la réduction des coûts liés à la réalisation de sa mission de transport et de distribution de la presse quotidienne.

## 1.2 Montant de la compensation

L'EPT est tenue par la convention de présenter une comptabilité analytique séparée et de spécifier séparément les différents éléments du surcoût, ceci afin d'éviter une subvention croisée.

L'EPT est aussi tenue par la convention, pour le calcul du surcoût, de prendre en compte au-delà des recettes touchées par l'EPT de la part des éditeurs de presse, en contrepartie du SIEG, toute autre recette directement ou indirectement mais non exclusivement liée à ce SIEG, notamment les recettes liées au transport et à la distribution d'encarts publicitaires, de toutes boîtes ou de tout autre titre de presse non visé par le SIEG, pour autant que ces recettes résultent de services effectivement prestés par le réseau de transport et de distribution de la presse quotidienne.

L'EPT est tenue de présenter des informations détaillées de l'ensemble des coûts liés au SIEG, tels que salaires, les parts patronales de cotisations sociales, le coût de transport, le coût d'organisation, d'encadrement et de surveillance, les coûts de vérification et d'évaluation des performances, les frais généraux et la marge bénéficiaire.

## 1.3 Surcompensation

Les contrôles ont été effectués par les fonctionnaires de l'Etat, notamment du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur et du Ministère des Finances (Inspection des Finances). Les données présentées pour les exercices 2006 et 2007 ont été évaluées comme correctes et ne correspondent à aucune surcompensation.

## 1.4 Contrôle et rapport annuel

Les informations et analyses permettant d'apprécier et de justifier la prise en charge par l'Etat du financement du surcoût sont archivées pendant dix ans conformément aux dispositions communautaires.

## **2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG**

Coûts compensés:

2006: 6.162.812 €

2007: 6.423.190 €

## II. Ministère des Transports

### 1. Mise en œuvre de la Décision

#### 1.1. Mandat

Le mandat *i.e.* la compensation des frais du plan média et de communication de l'exploitant de l'aéroport du Luxembourg, la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., a été formalisé par le biais d'un article budgétaire conformément à la procédure budgétaire de l'Etat telle qu'elle figure dans la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ainsi que par un cahier de charges afférent.

#### *a. La nature et la durée des obligations de service public*

La nature de l'obligation de service public a été avalisée dans le cadre de la procédure budgétaire ainsi que lors de l'approbation du cahier de charges du plan média et de communication. La dotation budgétaire afférente est à renouveler annuellement dans la loi budgétaire de l'Etat.

#### *b. L'entreprise et le territoire concerné*

La Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. est l'entreprise concernée. Le territoire concerné est la zone de chalandise de l'aéroport de Luxembourg, s'agissant par sa nature d'un plan média et de communication.

#### *c. La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuels octroyés à l'entreprise*

Aucun droit exclusif ou spécial n'est octroyé à l'entreprise pour la mise en œuvre du plan média et de communication.

A noter que la société est l'exploitant de l'aéroport de Luxembourg conformément à un contrat approuvé par voie de règlement grand-ducal signé le 15 janvier 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A.

#### *d. Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation*

La prise en charge des frais du plan média et de communication de l'exploitant de l'aéroport est assurée intégralement. La procédure d'engagement, d'ordonnancement et de liquidation des dépenses prévue par la réglementation budgétaire et comptable de l'Etat assure le paiement de la compensation dans le respect de la réglementation applicable. Outre le contrôle *a priori* de ces compensations par le biais du contrôle financier, il convient de noter que la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. est soumise à la surveillance du Ministre ayant les transports dans ses attributions qui peut en tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion de la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. Ceci est sans préjudice des pouvoirs de contrôle externes de l'Inspection générale des Finances.

Une analyse approfondie et détaillée des besoins et un appel d'offres lancé par l'exploitant pour la mise en œuvre du plan média et de communication par un sous-traitant a permis la sélection du candidat le plus efficace offrant le service au moindre coût pour la collectivité. En effet, conformément au règlement grand-ducal précité, la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A est obligée de fournir ses activités au moindre coût et à rechercher constamment à en améliorer l'efficacité de la productivité.

*e. Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations*

La procédure d'engagement, d'ordonnancement et de liquidation des dépenses prévue par la réglementation budgétaire et comptable de l'Etat impliquant le paiement au vu de dépenses réellement effectuées évite le risque de surcompensation.

1.2. Montant de la compensation

Le Ministre des Transports a communiqué à l'exploitant de l'aéroport la Décision ainsi que la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

1.3. Surcompensation

Le contrôle de la compensation se fait par le contrôle financier (des fonctionnaires de l'Etat) sur chaque dépense de compensation ordonnancée. Etant donné qu'aucune compensation n'est encore intervenue cette année, aucune surcompensation n'a pu être constatée.

1.4. Contrôle et rapport annuel

La procédure budgétaire et comptable de l'Etat tient compte des exigences en matière de conservation des pièces.

**2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG**

La compensation s'est faite dans le contexte de l'article 2, paragraphe 1 a) de la Décision.

Le montant prévisionnel des compensations s'élève à 1.000.000 euros pour 2008 au profit de la seule Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. **Aucune compensation afférente n'a été approuvée les années précédentes.** Tout dépassement du montant inscrit dans le budget doit faire l'objet d'une demande de dépassement du crédit selon la procédure budgétaire applicable.

La décision de compensation de ce service d'intérêt économique général s'est fait eu égard à la jurisprudence Altmark, vue la détermination du montant de la compensation par une procédure de marché public ouvert, critère de distinction de la jurisprudence Altmark de la Décision.

### III. Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

#### 1. Mise en œuvre de la Décision

##### 1.1. Mandat

###### *a. La nature et la durée des obligations de service public*

Par une loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après dénommée, dans cette partie du rapport, la « loi »), le législateur a institué un établissement public dénommé *Fonds pour le logement à coût modéré*. Depuis une modification légale de 2002, sa nouvelle dénomination est *Fonds pour le développement du logement et de l'habitat*. Il est communément appelé « *Fonds du logement* ».

Le Fonds du logement est un service social d'intérêt général, et plus particulièrement une institution dans le secteur du logement social. En effet, le législateur de 1979 a chargé cet établissement public d'une *mission d'intérêt général* : réaliser de sa propre initiative, en collaboration avec d'autres promoteurs, dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, toute opération relative à l'acquisition et à l'aménagement de terrains à bâtir ainsi qu'à la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. Suite à une modification légale de 2002, le Fonds peut réaliser, dans le cadre du développement urbain et rural, toute opération de développement du logement et de l'habitat.

La loi ne prévoit, pour des raisons évidentes et vu l'ampleur du service d'intérêt général à réaliser, aucune durée fixe.

###### *b. L'entreprise et le territoire concerné*

Le Fonds du logement est visé. Depuis 1979, le Fonds du logement donne la priorité absolue à sa vocation première, qui est sociale. Par ses activités sociales, le Fonds a permis à un nombre considérable de personnes d'accéder à un logement décent et à prix modéré. Tous les bénéficiaires d'un logement du Fonds - qu'ils soient acquéreurs ou locataires - n'auraient pas pu réaliser leur rêve d'un logement propre sur le marché immobilier traditionnel.

Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

###### *c. La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises*

Aux termes de la loi, il y a deux sortes d'aides collectives au logement dont pourrait bénéficier le Fonds du logement pour la construction de logements à coût modéré:

- les participations financières de l'Etat pour la construction de logements à coût modéré destinés à la *vente*;
- les aides étatiques pour la construction de logements à coût modéré destinés à la *location*.

La loi prévoit aussi le bénéfice de telles aides aux autres promoteurs publics ou privés, si certaines conditions légales sont remplies.

De plus, le Fonds du logement est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'Etat et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires.

*d. Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation, et les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus*

La loi et la réglementation sur l'aide au logement prévoient beaucoup de dispositions à cet égard.

### **1) Logements destinés à la vente**

Concernant les aides étatiques aux logements destinés à la vente, la loi prévoit des conditions fondamentales qui doivent être réunies pour chaque projet de construction.

Ainsi, les participations de l'Etat ne sont notamment accordées que si *au moins 60% des acquéreurs* des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition, c'est-à-dire obtiennent lors de l'acquisition du logement une aide individuelle au logement sous la forme d'une prime de construction ou d'une prime d'acquisition, liées à des conditions de revenu arrêtées par règlement grand-ducal.

Cette proportion d'au moins 60% des acquéreurs doit être respectée pendant une période d'*au moins 10 ans* à partir de la date d'obtention de la prime de construction/d'acquisition, sinon le Fonds du logement doit rembourser l'intégralité des aides étatiques reçues.

Chaque projet de construction d'ensembles destiné à la vente doit comprendre au moins 10% de logements locatifs sociaux, pour favoriser la *mixité sociale*.

Le Fonds du logement veille à éviter la formation de « ghettos ». Pour agir en faveur de la *mixité sociale* en rassemblant des personnes de toutes les couches sociales, le législateur permet au Fonds du logement de vendre jusqu'à 40% de ses logements sur le marché immobilier privé : la mise en vente de certains biens immobiliers aux enchères publiques a permis et permet d'ailleurs toujours d'assurer au mieux cette mixité sociale chère aux responsables du Fonds du logement. Pour tous ces logements vendus à des acquéreurs *non-bénéficiaires* d'une prime de construction ou d'acquisition, le Fonds du logement ne touche aucune aide étatique.

Toutes les ventes de logements réalisés par le Fonds du logement sont faites sous le régime du *bail emphytéotique*. Il ne s'agit donc pas de ventes au sens strict du terme, mais plutôt d'une sorte de location à long terme (99 ans). Dans chaque acte notarié de vente d'un logement réalisé par le Fonds du logement (acte intitulé « Bail emphytéotique et vente »), le prix du logement indique également le montant précis de l'aide étatique.

Le montant de l'aide étatique accordée au Fonds du logement pour un logement donné d'un projet de construction est ainsi connu et peut être contrôlé très facilement (la loi impose que l'acte de vente indique le prix normal, la participation de l'Etat ainsi que le prix subventionné). De plus, le Fonds pratique une comptabilité transparente, basée sur des principes analytiques, avec une décomposition pour chaque projet.

Il y a donc une parfaite transparence financière du mécanisme d'aide, qui ne sert pas les besoins du Fonds du logement mais exclusivement ceux des candidats à l'accession à la propriété, et la participation de l'Etat revient intégralement à l'accédant à la propriété.

## **2) Logements destinés à la location**

Concernant les aides étatiques aux logements destinés à la location, le Fonds du logement peut obtenir une participation financière de l'Etat allant jusqu'à 70% du prix de construction.

Toutefois, en contrepartie des aides accordées par l'Etat, le Fonds du logement doit - comme tous les autres promoteurs obtenant ces aides - donner ces logements en location en respectant *toutes* les conditions prescrites par la réglementation applicable, à savoir le *règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*, lequel prévoit des critères très stricts de sélection et où le prix du loyer pour de tels logements est fixé par le législateur : le loyer doit toujours être fonction du revenu disponible et de la composition du ménage occupant, ainsi que de la surface habitable du logement.

Vu les conditions strictes imposées pour l'octroi des aides étatiques, les promoteurs privés ne sont jusqu'à ce jour pas intéressés à créer n'importe quel logement locatif social.

La loi permet au Fonds du logement de désigner, après délibération de son comité-directeur, jusqu'à 25% des logements de son parc locatif qui de par leur qualité et/ou localisation exceptionnelles sont à louer conformément aux dispositions de la législation sur les baux à loyer. Pour ces logements loués aux conditions du marché locatif privé, le Fonds du logement n'obtient aucune participation financière de l'Etat.

## **3) Programme pluriannuel arrêtant le montant maximal des participations étatiques**

*Toutes* les participations de l'Etat - aussi bien celles pour les promoteurs publics que celles pour les promoteurs privés - doivent être arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, conformément à la loi.

Le programme actuellement en vigueur est le 8<sup>e</sup> *Programme de construction d'ensembles de logements subventionnés*, arrêtés par les deux règlements grand-ducaux suivants: (a) le règlement grand-ducal du 31 mars 2004 arrêtant le 8<sup>e</sup> programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat; et (b) le règlement grand-ducal du 13 mars 2008 modifiant et complétant le 8<sup>e</sup> programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat.

Conformément aux prescriptions de la loi, les aides étatiques à la construction d'ensembles sont versées aux promoteurs (publics ou privés) sous la *condition* qu'ils les bonifient *intégralement* aux acquéreurs éligibles. Par conséquent, le soutien étatique au logement social bénéficie donc intégralement aux personnes/consommateurs finaux ayant des revenus modérés cherchant à se loger.

*e. Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations*

La loi prévoit que les aides à la construction d'ensembles ne sont accordées qu'aux acquéreurs remplissant les conditions pour l'octroi des primes de construction conformément aux règles suivantes:

- les aides sont ventilées par parts égales entre tous les logements construits ;
- elles ne sont allouées qu'aux acquéreurs éligibles suivant des barèmes à fixer par règlement grand-ducal et sont remboursables aux mêmes conditions et modalités que les primes de construction.

L'acquéreur et le promoteur sont tenus solidairement au remboursement des participations de l'Etat conformément aux dispositions des articles 1197 et suivants du Code civil, le promoteur étant autorisé de répéter contre l'acquéreur la totalité de la participation qu'il a dû rembourser à l'Etat.

En cas d'inobservation de la loi et/ou de dispositions du prédit règlement grand-ducal arrêtant le programme annuel ou pluriannuel, les participations de l'Etat sont *remboursables* au Trésor par le Fonds du logement - comme d'ailleurs par tout autre promoteur public ou privé se trouvant dans une situation analogue - au taux de l'intérêt légal en matière commerciale sans que celui-ci puisse s'en tenir indemne auprès des acquéreurs et locataires.

Depuis sa création en 1979, le Fonds du logement est placé sous la tutelle du membre du Gouvernement ayant le Logement dans ses attributions. Celui-ci surveille donc les activités du Fonds.

Conformément à l'article 65 de la loi, le Ministre du Logement peut à tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds.

De plus, certaines opérations sont soumises à son approbation expresse :

- les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits mobiliers et immobiliers du fonds, les baux emphytéotiques, les emprunts et les constitutions d'hypothèques, le partage des biens immobiliers indivis, si la valeur des biens excède la somme de 25.000 € ;
- l'acquisition d'immeubles ;
- le placement de la fortune du fonds ;
- les budgets et comptes annuels ;
- l'engagement du personnel.

Depuis sa création, le Fonds du logement veille à la parfaite maîtrise des coûts lors de ses réalisations immobilières.

## 1.2. Montant de la compensation

Le Fonds du logement tient une comptabilité séparée, avec une décomposition pour chaque projet, pour chiffrer notamment un éventuel surcoût et afin d'éviter toute subvention croisée. Le Gouvernement dispose de la possibilité de faire vérifier la véracité des informations comptables fournies par l'établissement public.

La gestion financière du Fonds est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

La présentation des budgets et comptes du Fonds est arrêtée, sur avis du Ministre des Finances, par le Ministre du Logement.

L'audit d'un réviseur d'entreprises indépendant fait partie intégrante des rapports et bilans annuels.

Les crédits budgétaires pouvant être alloués en relation avec les aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés (dont celles accordées au Fonds du logement) sont limités. Le montant de ces crédits sont prévus chaque année dans le cadre de la loi budgétaire.

### **1.3. Surcompensation**

Les contrôles relatifs aux aides étatiques susmentionnées sont effectuées par les fonctionnaires de l'Etat, notamment du Ministère du Logement (Service des Aides au Logement, Service « Comptabilité » et Service « Aides à la construction d'ensembles ») et du Ministère des Finances.

Les données présentées pour les exercices 2006 et 2007 ont été évaluées comme correctes.

### **1.4. Contrôle et rapport annuel**

Les informations et éléments permettant à la Commission européenne d'établir la conformité de la Décision avec des compensations accordées au SIEG sont archivées pendant au moins dix ans, conformément aux dispositions communautaires.

## **2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG**

Des informations sur les activités du SIEG dans le domaine social (Fonds du logement), sur le Ministère du Logement et les aides aux promoteurs peuvent p.ex. être obtenues sur les sites internet suivants:

[www.logement.lu](http://www.logement.lu)

[www.fondsdulogement.lu](http://www.fondsdulogement.lu)

### 3. Divers

Pour que le secteur du logement social puisse se mouvoir dans un contexte urbain et de durabilité des constructions, le Fonds du logement essaie d'intégrer dans ses grands projets de construction une *mixité des fonctions urbaines*, c'est-à-dire en prévoyant lors de la construction de complexes immobiliers également la réalisation de quelques commerces et services de proximité. Pour de telles réalisations, le Fonds du logement n'obtient évidemment aucune participation financière de la part de l'Etat.

Pour des raisons évidentes, la mission du Fonds du logement doit englober la rénovation urbaine et la dimension humaine : la planification optimale du développement urbain, la réhabilitation d'anciens quartiers urbains, le maintien des animations sociales, la préservation des fonctions économiques locales, la sauvegarde d'un important patrimoine culturel, la création d'espaces conviviaux (des aires de jeux pour les enfants, des surfaces vertes, etc.) et de structures publiques (des crèches, des commissariats (de police) de proximité, des écoles, etc.), afin de permettre la création de quartiers mixtes sur le plan social, et de répondre aux besoins premiers de leurs habitants.

Toutes ces valeurs et tous ces objectifs se retrouvent codifiés, explicités et dûment chiffrés dans les rapports annuels et bilans que le Fonds du logement publie et met à la disposition des autorités compétentes.

De plus, si le Fonds du logement veut construire dans certains quartiers/régions, la partie écrite du plan d'aménagement général (PAG) de grandes communes du Grand-Duché de Luxembourg (comme, par exemple, la Ville de Luxembourg) prévoit notamment l'obligation pour le promoteur immobilier - qu'il soit public (comme le Fonds du logement) ou privé - de prévoir la réalisation d'un certain nombre de commerces de proximité. Si le Fonds du logement ne marque pas son accord avec une telle contrainte, il n'obtiendra aucune autorisation à bâtir (dont la délivrance est toujours de la compétence du bourgmestre de la commune concernée) pour son projet de construction. Il est sous-entendu que dans une pareille hypothèse, le Fonds du logement n'obtient aucune participation étatique pour ces réalisations « imposées ».

#### *Possibilité pour les promoteurs privés d'obtenir des aides étatiques*

Des aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés destinés à la vente peuvent également être accordées aux promoteurs privés.

L'article 15 de la loi prévoit clairement que l'Etat est autorisé à « favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou *privés* en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ».

Il est évident que *toutes* les conditions à respecter par les promoteurs publics pour l'obtention des aides collectives au logement prévues par la loi de 1979 doivent également être remplies par les promoteurs privés qui y sont intéressés.

Dans sa réponse à une question parlementaire du député M. Jacques-Yves Henckes posée en date du 22 janvier 2008, le Ministre du Logement a une nouvelle fois rappelé qu'un promoteur privé peut obtenir des aides étatiques au logement s'il réalise des logements sociaux, et s'il accepte de respecter toutes les conditions légales imposées par la loi, applicables aux promoteurs publics et aux promoteurs privés.

L'exemple du promoteur privé SOCIMMO S.A., qui a bénéficié d'aides collectives au logement il y a environ 20 ans, est malheureusement resté unique. Le Gouvernement luxembourgeois, et notamment le Ministre du Logement, serait très content si d'autres promoteurs privés suivaient l'exemple de la société SOCIMMO S.A. Il semble que malgré de nombreuses aides collectives au logement dont pourrait également bénéficier le promoteur privé, celui-ci n'y soit guère intéressé, à cause des conditions légales imposées aux promoteurs pour bénéficier de telles aides étatiques, et probablement à cause d'un trop faible rendement par rapport à d'autres formes d'investissements immobiliers.

## IV. Ministère de la Santé

### 1. Mise en œuvre de la Décision

#### 1.1. Mandat

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers stipule que les établissements hospitaliers ont pour mission de prêter dans leur domaine d'activité les soins stationnaires et ambulatoires, utiles, nécessaires et de qualité adaptés aux besoins de santé des patients qui font appel à leurs services.

Cette loi fixe les détails relatifs à la création et l'extension de tout établissement hospitalier ou de tout service d'un établissement hospitalier par le Ministre de la Santé.

Le Ministre de la Santé assure la coordination de tous les établissements hospitaliers.

Le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 détermine les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

Il vise à coordonner dans l'intérêt de la santé publique l'évolution du système hospitalier en fonction des besoins sanitaires prévisibles du pays, de l'exigence d'assurer un accès équitable à une prise en charge de qualité conforme aux acquis de la science, tout en tenant compte des contraintes découlant d'un fonctionnement efficient.

Aux fins de la coordination du système hospitalier national, le règlement détermine:

- la composition géographique des trois régions hospitalières ;
- les catégories et les critères de classification des établissements hospitaliers ;
- les besoins sanitaires du pays en termes de lits d'hospitalisation ;
- les services hospitaliers pouvant faire partie des établissements hospitaliers ;
- la liste des équipements et appareils soumis à une planification nationale.

Le plan hospitalier détermine aussi les missions et la composition minimales des structures d'évaluation d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

#### *a) La nature et la durée des obligations de service public*

La nature et la durée des obligations de service public sont fixées par les textes précités. Les dispositions du plan hospitalier resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé par un nouveau règlement grand-ducal.

*b) Les entreprises et le territoire concernés*

Tous les établissements hospitaliers mandatés sont repris à l'annexe 1 du plan hospitalier.

<b>Région hospitalière du Sud (RH Sud)</b>	
<b>Centre hospitalier régional (CHR)</b>	
CHEM	Centre Hospitalier Emile Mayrisch
<b>Hôpital de proximité (HP)</b>	
CSM	Clinique Ste. Marie
<b>Région hospitalière du Centre (RH Centre)</b>	
<b>Centres hospitaliers régionaux (CHR)</b>	
CHL	Centre Hospitalier de Luxembourg
HK/Bohler	Hôpital Kirchberg / Clinique Privée Dr E. Bohler
<b>Hôpital général (HP)</b>	
Zitha	ZithaKlinik
<b>Région hospitalière du Nord (RH Nord)</b>	
<b>Centre hospitalier régional (CHR)</b>	
CHN	Centre Hospitalier du Nord (après fusion HSL/CSJ)
<b>Hôpital général (HG)</b>	
HSL	Hôpital St. Louis (avant fusion HSL/CSJ)
<b>Hôpital de proximité (HP)</b>	
CSJ	Clinique St. Joseph (avant fusion HSL/CSJ)
<b>Etablissements spécialisés</b>	
<b>Etablissements de soins aigus à service national</b>	
INCCI	Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle
CFB	Centre National de Radiothérapie François Baclesse
<b>Etablissements de moyen séjour à service national</b>	
CNRFR	Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation
CHNP	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
<b>Autres établissements de moyen séjour</b>	
HIS	Hôpital intercommunal Steinfort
<b>Etablissements de cures thermales et de convalescence</b>	
CTH	Centre thermal et de santé de Mondorf
CCEM	Centre de Convalescence Emile Mayrisch

(Annexe 1 – Tableau de classification des établissements hospitaliers)

Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

*c) La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuels octroyés à l'entreprise*

Les droits exclusifs octroyés aux établissements hospitaliers sont décrits par loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ainsi que le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009.

*d) Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation*

Les établissements hospitaliers peuvent être considérés comme fournisseurs de service d'intérêt général pour ce qui est du volet de la prestation des services de soins. Pour ce faire, les infrastructures nécessaires pour assurer la prestation de soins médicaux leur sont mises à disposition.

Toutes les infrastructures hospitalières dont ont besoin les entreprises énumérées ci-dessus sont financées à raison de 80% par l'Etat luxembourgeois par le biais de son Fonds des Investissements Hospitaliers et à raison de 20% par la Caisse Nationale de Santé (CNS). Chaque intervention financière fait l'objet d'une convention de financement entre l'Etat et le gestionnaire de l'établissement hospitalier respectif.

Les frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers (hors les prestations des médecins mais y compris le personnel soignant) sont couverts par la CNS et font l'objet d'une convention de financement.

Cependant, pour ce qui est de la prestation des soins médicaux, il y a lieu d'indiquer que le principe de l'exercice de la médecine libérale est d'application au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque médecin en possession d'une autorisation d'exercer la profession est lié par une convention avec la CNS. Le patient choisit librement son médecin (soins stationnaires et soins ambulatoires) et la CNS prend en charge les honoraires médicaux de ses assurés. C'est le médecin libéral qui est rémunéré pour l'acte presté par l'assureur du patient.

*e) Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations*

Aucune surcompensation n'est versée aux hôpitaux.

1.2. Montant de la compensation

Pour ce qui est du financement des infrastructures, l'Etat procède, sur la base de décomptes validés par les réviseurs des hôpitaux, son propre expert ainsi que par la Direction du Contrôle financier de l'Etat, au remboursement de tous les coûts liés à la mise en place et à la mise à niveau des infrastructures hospitalières.

Pour ce qui est des frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers, la CNS détermine le montant accordé et procède au contrôle des décomptes présentés par les hôpitaux.

### 1.3. Surcompensation

L'Etat et la CNS ont mis en place un système de suivi et de contrôle des montants accordés - aucune surcompensation n'est accordée.

### 1.4. Contrôle et rapport annuel

La procédure budgétaire et comptable de l'Etat ainsi que les dispositions mises en place par la CNS tiennent compte des exigences en matière de conservation des pièces.

## **2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG**

### Coûts compensés:

#### *1. Infrastructures par le biais du Fonds spécial pour les investissements hospitaliers (part de l'Etat)*

2006 :	78 mio €
2007 :	50.5 mio €
2008 :	44 mio €

#### *2. Frais de fonctionnement et d'exploitation des hôpitaux pris en charge par la CNS (y compris les frais d'amortissement relatifs à la prise en charge des 20% des infrastructures par la CNS, hors honoraires médecins libéraux)*

2006 :	564 mio. €
2007 :	607 mio. €
2008 :	638 mio. €

#### *Total 1+2 :*

2006 :	642 mio. €
2007 :	657.5 mio. €
2008 :	682 mio. €

## **V. Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Egalité des chances**

Cette partie du rapport a trait aux participations financières qui peuvent être accordées à certains services sociaux. Il est à préciser qu'à l'échelon national, il n'y a pas de définition du service social d'intérêt général ou du service social en général.

### **Outil juridique: loi/convention**

#### **1) Loi**

Certains domaines pouvant intéresser le questionnaire de la Commission européenne semblent être réglés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique, dite loi « ASFT ». Cette loi soumet à un agrément gouvernemental l'exercice, contre rémunération, de certaines activités dans les domaines social, familial et thérapeutique, à savoir :

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément, et
- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle.

Ainsi, à côté de la loi ASFT, différents textes, dont notamment la loi du 12 septembre 2003 sur le revenu des personnes handicapées, la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de Solidarité à participer aux prix de certaines prestations fournies, la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et la loi du 11 novembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg visent l'accessibilité économique de dispositifs.

La loi ASFT se réfère à des « besoins effectifs constatés par le Gouvernement en conseil » et, par son biais, le législateur luxembourgeois a voulu :

- conférer un cadre légal aux relations entre l'Etat et les organismes de droit privé et de droit public œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,
- garantir la qualité des dispositifs mis en œuvre,
- assurer une protection maximale des usagers des services concernés par l'introduction de l'outil « agrément ».

Ainsi, en application de l'article 2 de la loi ASFT, les requérants doivent :

- remplir la condition d'honorabilité, tant dans le chef de la personne physique ou des membres des organes dirigeants de la personne morale responsable de la gestion des activités exercées que dans le chef du personnel dirigeant ou d'encadrement,
- disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes minima de salubrité et de sécurité qu'aux besoins des usagers,
- disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers,
- présenter la situation financière et un budget prévisionnel, à l'exception des requérants de droit public qui y sont obligés par une autre disposition légale ou réglementaire,

- garantir que les activités soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'utilisateur de service ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.

En cas d'accueil ou d'hébergement de jour et/ou de nuit, les droits et obligations doivent en outre faire l'objet d'un « contrat » par écrit (article 10 de la loi ASFT).

## 2) Convention

L'outil « convention » qui, en application de l'article 11 de la loi ASFT lie celui qui exerce les activités visées par cette loi ainsi que l'Etat, reflète le modèle luxembourgeois de coopération entre le secteur privé et les autorités publiques. Ce modèle repose sur les deux principes de base suivants :

- l'initiative et l'exécution du projet reviennent à l'organisme gestionnaire sur base du principe de subsidiarité,
- sur base des conditions fixées par la loi pour l'exercice d'une telle activité l'Etat, s'il approuve l'initiative peut participer au financement de l'initiative.

La participation financière de l'utilisateur est souvent en fonction de la situation familiale et financière de l'utilisateur.

Divers règlements grand-ducaux pris en exécution de la loi ASFT précisent les activités visées par la loi, les conditions prévues à son article 2 et les modalités de contrôle de ces conditions.

**Bien que la plupart des activités visées par la loi ASFT soient de nature non-économique, le champ d'application de cette loi peut également viser des activités de nature économique.**

La présente partie du rapport énumère **l'ensemble des services** visées par la loi ASFT et qui peuvent bénéficier d'une convention. Par conséquent, il dépasse le champ d'application de la Décision car il contient aussi bien des renseignements sur le financement de **services (sociaux) pouvant être qualifiée de services non économiques d'intérêt général (SNEIG) que de SIEG.**

## 1. Mise en œuvre de la Décision

Ce rapport se réfère aux conditions auxquelles les services gestionnaires du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère de l'Égalité des Chances sont soumis pour pouvoir bénéficier d'une participation financière conformément aux dispositions de la loi ASFT.

### 1.1. Mandat

#### *a) La nature et la durée des obligations de service public*

##### ○ **Cadre légal**

- Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutiques (cf. articles 1<sup>er</sup>, 11, 12 et 13). L'agrément prévu par ladite loi ASFT est obligatoire pour tout prestataire d'une activité prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la loi ASFT, indépendamment du fait qu'il bénéficie d'une participation financière.

##### ○ **Cadre conventionnel**

- Conditions générales régissant les conventions

« Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour une durée de 3 ans » sont conclues par tous les bénéficiaires d'une participation financière au sens de la loi ASFT et signataires d'une convention individuelle.

Ils contiennent des dispositions générales concernant les engagements respectifs des parties, à savoir :

- les prestations à fournir par l'organisme gestionnaire (le type d'activité exercé par le gestionnaire, la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission, le volume des prestations à fournir),
- la qualité des prestations à fournir » ainsi que le concept d'action général (CAG) à élaborer par les organismes gestionnaires. Ce concept général « définit les standards de qualité ainsi qu'un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies »,
- le type de participation financière de l'Etat (participation financière par couverture du déficit, par unité de prestation, forfaitaire ou par projet, mixte),
- les modalités de gestion financière (participation financière des usagers, dons, legs et intérêts, participation financière de l'Etat, etc.),
- les modalités de coopération entre les parties contractantes,
- les moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'Etat,

- comptabilité du bénéficiaire,
- les procédures.

- Conventions sectorielles individuelles

Chaque bénéficiaire d'une participation financière au sens de la loi ASFT doit conclure avec l'Etat une convention individuelle. Cette convention est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation anticipée. Il s'agit de conventions types par secteurs d'activités. (cf. « Conventions existantes »)

Les conventions sectorielles individuelles définissent de manière détaillée les obligations respectives de l'organisme bénéficiaire et de l'Etat et fixent l'enveloppe budgétaire annuelle pour chaque service.

*b) L'entreprise et le territoire concernés*

Des conventions individuelles sont conclues pour les secteurs d'activités suivants :

**1. Enfance, Jeunesse et Famille:**

- Centres de consultation et d'information familiale
- Services d'aide, d'assistance socio-familiale et services d'adoption
- Foyers de jours pour enfants (location de chaises par l'Etat: pas de convention)
- Centres d'accueil pour jeunes
- Internats socio-familiaux
- Services de placement familial
- Garderies
- Crèches communales conventionnées
- Centres d'accompagnement en milieu ouvert (aide socio-éducative en milieu ouvert)
- Accueil socio-éducatif, orthopédagogique et psychothérapeutique de mineurs en détresse
- Aide familiale en milieu ouvert
- Animation et fonctionnement des centres multiservices pour jeunes
- Maisons relais pour enfants (50% asbl, 100% asbl)
- Maisons relais pour enfants (50% communes, 100% communes)
- Maisons de Jeunes

## **2. Solidarité:**

- Centres d'accueil adultes
- Centres médico-sociaux
- Initiatives de travail social communautaire
- Services régionaux d'action sociale (SRAS)

## **3. Personnes Âgées et Handicap**

### Personnes Âgées

- Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior)
- Appel-assistance externe
- Activité senior

### Handicap

- Service d'aide précoce
- Service d'activités de jour
- Service d'hébergement
- Service d'assistance à domicile
- Service de formation
- Service d'information, de consultation et de rencontre

## **4. Services pour femmes, filles et femmes avec enfants**

Ces services accueillent des femmes, filles et femmes avec enfants qui sont victimes de violence domestique ou qui sont dans une situation de détresse. Le plan d'action national d'égalité entre les femmes et les hommes a formulé les objectifs politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans les domaines des structures d'accueil et de la violence domestique. Par ailleurs, les auteurs de violence domestique sont pris en charge par un centre de consultation.

- Centre d'accueil classique
- Services de logements encadrés
- Services de logement en milieu ouvert
- Garderies internes
- Foyers d'accueil et de dépannage
- Centres de consultation
- Centres de réinsertion et d'insertion
- Service d'assistance aux victimes de violence domestique

c) *La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises*

/

*d) Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation*

- Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions individuelles suivant les principes fixées par les conditions générales. (cf. chapitre 3 des conditions générales: « Modalités de gestion financière»)
- Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués par les décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales)

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation »<sup>1</sup> prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

*e) Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations*

Les modalités de remboursement sont fixées par les conditions générales. (cf. chapitre 3.6. « Autres dispositions financières » des conditions générales)

*f) Décrire pour chacun des éléments susmentionnés, les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus*

La convention fixe au préalable les conditions des gestionnaires. (cf. chapitre 2.1.2 « Qualité des prestations à fournir », chapitre 4 « Modalités de coopération entre les parties contractantes » et chapitre 5 « Moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'état » des conditions générales).

## 1.2. Montant de la compensation

- **Plan comptable uniforme:**  
Le Gouvernement a élaboré, sur base d'un plan comptable applicable par les sociétés commerciales, un plan comptable harmonisé dont l'application sera rendue obligatoire pour toutes les associations et fondations cofinancées par l'Etat et dont la totalité des charges dépasse 50 000 €.
- **Autres dispositions financières:**  
(cf. chapitre 3.6 « Autres dispositions financières » des conditions générales)

---

<sup>1</sup> Art. 15 al. 1 : « La commission se compose de 20 membres effectifs et de 20 membres suppléants, dont 10 membres représentant l'Etat et 10 membres représentant les personnes physiques et morales ayant signé une convention avec l'Etat conformément aux dispositions de l'article 11. »

### 1.3. Surcompensation

(cf. chapitre 3.4 « Avances » des conditions générales)

### 1.4. Contrôle et rapports annuels

Les pièces sont gardées pendant au moins 10 années.

## **2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG**

*Le montant des aides accordées aux SIEG au cours des exercices 2006 et 2007, et éventuellement 2008*

Il est rappelé qu'à l'échelon national il n'existe pas de définition de service social d'intérêt général ou de service social en général. Les chiffres y indiqués peuvent concerner à la fois des montants accordés à des services (sociaux) d'intérêt économique général et à des services (sociaux) non économiques d'intérêt général.

- « Décomptes 2006 et 2007 ». Le document en annexe indique la participation de l'Etat sur base des conventions prévues aux articles 11 et 12 de la loi ASFT (annexe 2 a).
- « Statistiques Infrastructures 2006 et 2007 » (annexe 2 b)

**2a) Décomptes 2006 et 2007 du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du  
Ministère de l'Égalité des Chances**

<b>Services</b>	<b>décompte 2006</b>	<b>décompte 2007</b>	<b>conventions / budget 2008</b>
<b>Enfance, jeunesse et famille</b>			
<b>sous-total</b>	<b>94.540.854</b>	<b>95.763.854</b>	<b>109.131.251</b>
<b>Solidarité</b>			
<b>sous-total</b>	<b>9.254.915</b>	<b>10.090.151</b>	<b>15.782.802</b>
<b>Personnes handicapées et personnes âgées</b>			
<b>sous-total</b>	<b>34.151.366</b>	<b>33.669.251</b>	<b>41958 409</b>
<b>Étrangers</b>			
<b>sous-total</b>	<b>806.123</b>	<b>806.311</b>	<b>1.055.104</b>
<b>Femmes</b>			
<b>sous-total</b>	<b>6.685.804</b>	<b>7.076.325</b>	<b>7.668.730</b>
<b>TOTAL</b>	<b>145 439 061,37</b>	<b>147 405 891,99</b>	<b>175 596 296,10</b>

(EUR)